

Direction générale de la concurrence (DG COMP)

Publication d'un avis de vacance pour le poste d'économiste en chef pour la concurrence (grade AD 14)

[Engagement d'un agent temporaire au sens de l'article 2, point a), du régime applicable aux autres agents]

COM/2024/10445

Présentation

En collaboration avec les autorités nationales compétentes, la Commission veille à l'application directe des règles de concurrence de l'Union européenne afin d'améliorer le fonctionnement des marchés, en garantissant une concurrence juste et équitable, fondée sur le mérite, entre les entreprises, ce qui profite aux consommateurs, aux entreprises et à l'économie européenne dans son ensemble.

Au sein de la Commission, c'est la direction générale de la concurrence (DG COMP) qui assume principalement ces pouvoirs d'exécution directe.

Les directions opérationnelles au sein de la DG COMP font partie intégrante d'une structure matricielle dans laquelle les différents instruments de la politique de concurrence (ententes, concentrations et aides d'État) sont gérés autour de secteurs clés de l'économie. La DG COMP est également responsable de l'application de la réglementation relative aux plateformes numériques et aux subventions étrangères.

L'économiste en chef pour la concurrence et son équipe aident la DG COMP à évaluer les répercussions économiques de ses actions dans les domaines des concentrations, des ententes, des aides d'État et de la réglementation relative aux plateformes numériques et aux subventions étrangères. Il/elle et son équipe prodiguent des conseils sur des questions de méthodologie en économie et en économétrie dans le cadre de l'application des règles de concurrence de l'UE, contribuent au traitement des affaires de concurrence (en particulier celles qui soulèvent des problèmes économiques complexes et nécessitent une analyse quantitative) et à l'élaboration d'instruments ou d'analyses spécifiques.

L'économiste en chef pour la concurrence conseille aussi, sur les questions de concurrence, le membre de la Commission chargé de la concurrence.

Le poste est classé au niveau de directeur/directrice (AD 14). Il s'agit d'une affectation temporaire d'une durée de trois ans, renouvelable pour deux ans au maximum.

Poste proposé

La DG COMP est à la recherche d'un économiste en chef pour la concurrence, pour succéder au titulaire actuel dont le poste est vacant depuis le 1^{er} août 2023. L'économiste en chef pour la concurrence sera directement rattaché au directeur/à la directrice général(e). Il/elle assumera principalement les trois missions suivantes:

- prodiguer des conseils sur des questions de méthodologie en économie et en économétrie dans le cadre de l'application des règles de concurrence de l'Union européenne. Il/elle ne participera pas aux activités d'élaboration des politiques, mais pourra parfois être appelé(e) à contribuer à l'élaboration d'instruments ou d'analyses spécifiques;
- prodiguer des conseils d'ordre général dans les affaires de concurrence, dès les premiers stades de la procédure;

- prodiguer des conseils spécifiques dans les affaires de concurrence les plus importantes soulevant des problèmes économiques complexes, notamment celles qui exigent une analyse quantitative sophistiquée. Un membre de l'équipe de l'économiste en chef pour la concurrence pourra être détaché auprès d'une équipe chargée d'un dossier spécifique.

L'avis final de l'économiste en chef sur les affaires de concurrence importantes sera communiqué au membre de la Commission chargé de la concurrence et, s'il y a lieu, au collègue des commissaires.

L'économiste en chef pour la concurrence dispose d'une équipe spécialisée de quelque 29 économistes et de deux assistants (répartis entre deux unités et encadrés par deux chefs d'unité), constituée pour moitié de fonctionnaires et pour moitié d'agents temporaires. Ensemble, ils travaillent le cas échéant en interaction avec d'autres membres de la DG COMP, en particulier ceux qui possèdent des compétences économiques.

Pendant son affectation, l'économiste en chef pour la concurrence pourra effectuer des publications et assumer des tâches d'enseignement limitées, à condition que celles-ci n'empiètent pas sur son mandat.

Profil recherché (critères de sélection)

Les candidats doivent posséder les compétences suivantes:

Compétences de gestion

- Aptitude à diriger, motiver et inspirer une équipe d'économistes hautement qualifiés, à définir des plans, des objectifs et des priorités, à solliciter des contributions du personnel et à fournir des orientations sur les aspects tant techniques que stratégiques;
- Très bonne capacité de réflexion stratégique, excellente aptitude à mener une réflexion créative et à innover dans les domaines couverts par la direction générale, et à assurer un suivi efficace grâce à une approche axée sur les services et les résultats.

Compétences spécialisées et expérience

- Des connaissances et compétences confirmées en matière d'analyse des aspects économiques des questions de concurrence, établies par des références universitaires solides et attestées, notamment, par des publications dans des revues scientifiques renommées, par l'exercice de fonctions de conseiller auprès d'organismes publics, par des études et éventuellement par des activités de consultant dans les divers domaines de la politique de concurrence;
- Outre sa formation de base, une spécialisation dans l'organisation industrielle et/ou une expérience pratique de l'analyse des affaires de concurrence.

Qualités personnelles

- Excellentes compétences en matière de communication orale et écrite, permettant au/à la candidat(e) de communiquer efficacement avec les parties prenantes internes et externes;
- Aptitude à coopérer avec des interlocuteurs de haut niveau ainsi qu'à travailler à différents niveaux de l'organisation.

Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisfont aux critères formels ci-après.

- Nationalité: les candidats doivent être ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est d'au moins 4 années;
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).
 - en outre, un doctorat dans une branche de l'économie ou de l'économétrie ayant un rapport avec la politique de concurrence est exigé.
- Expérience professionnelle: les candidats doivent justifier d'au moins 15 années d'expérience professionnelle postuniversitaire¹ à un niveau correspondant aux qualifications précitées, dont 10 années au moins dans une fonction comportant notamment la fourniture de conseils économiques techniques dans des domaines pertinents pour ce poste².
- Expérience d'encadrement: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste à haute responsabilité managériale³.
- Connaissances linguistiques: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne⁴ et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues officielles. Des jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.
- Limite d'âge: les candidats doivent pouvoir arriver, à tout le moins, au terme du mandat de 3 ans avant l'âge normal de la retraite qui, pour les agents temporaires de l'Union européenne, correspond à la fin du mois durant lequel la personne atteint l'âge de 66 ans (voir l'article 47 du régime applicable aux autres agents⁵).

Sélection et nomination

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel

¹ L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel feront l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

² Dans leur curriculum vitae, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquelles ils ont acquis une expérience de conseiller économique: 1) le titre et la nature du poste occupé et une description des tâches assumées en matière de conseil économique; 2) le domaine thématique auquel se rapportait le poste occupé ainsi que le niveau auquel se situait ce dernier dans l'organisation (nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs), les techniques utilisées et la finalité des conseils économiques; 3) le bénéficiaire des conseils économiques prodigués et les lignes hiérarchiques pour chaque poste occupé.

³ Dans leur curriculum vitae, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquelles ils ont acquis une expérience d'encadrement: 1) le titre et la nature des postes d'encadrement occupés; 2) le nombre de personnes supervisées dans le cadre de ces fonctions; 3) l'importance des budgets gérés; 4) le nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs, et 5) le nombre de pairs.

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

⁵ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

d'encadrement supérieur⁶).

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Ce jury examine toutes les candidatures, procède à une première vérification de l'admissibilité et sélectionne les candidats répondant le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et qui peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant à évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le membre de la Commission chargé de la concurrence.

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

Égalité des chances

Conformément à l'article 1er quinquies du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement d'ici la fin de son mandat actuel et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

Conditions d'emploi

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le régime applicable aux autres agents de l'Union.

⁶ https://commission.europa.eu/jobs-european-commission/job-opportunities/managers-european-commission_fr

Le/la candidat(e) retenu(e) sera recruté(e) en tant qu'agent temporaire, conformément à l'article 2, point a), du régime applicable aux autres agents, occupant une fonction correspondant à un emploi type de directeur au grade AD14. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade en fonction de la durée de son expérience professionnelle antérieure.

Il s'agit d'une affectation temporaire de 3 ans, renouvelable pour une période maximale de 2 ans.

L'attention des candidats retenus est attirée sur le fait que tout nouveau membre du personnel est tenu d'accomplir avec succès une période probatoire de neuf mois, en vertu du régime applicable aux autres agents.

Le lieu d'affectation est Bruxelles. Le poste est vacant depuis le 1^{er} août 2023.

Indépendance et déclaration d'intérêt

Avant sa prise de fonctions, le/la candidat(e) retenu(e) sera tenu(e) de présenter une déclaration par laquelle il/elle s'engage à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à son indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁷. Cela vaut en particulier pour la confidentialité et la sécurité de ces données.

Procédure de dépôt des candidatures

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques requises. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'un ou l'autre des critères d'admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par l'internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

Vous devez disposer d'une adresse de courrier électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à garder le contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure de sélection. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitae au format PDF, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass⁸, et rédiger en ligne une lettre de motivation

⁷ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

⁸ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante: <https://europa.eu/europass/en/create-europass-cv>.

(8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitae et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veuillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courrier électronique à:
HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Il est vivement recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature, car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourraient faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois le délai d'inscription expiré, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **5 avril 2024 à 12 h 00 (midi), heure de Bruxelles**. L'inscription ne sera plus possible après cette date.